



Projet : « Recherche-action pour la contribution des jeunes à l'amélioration de la transparence des processus électoraux au Bénin »

TERMES DE REFERENCES RELATIFS A LA SELECTION DE CONSULTANT.E.S POUR UNE EVALUATION SUR LES SYSTEMES ASSURANT LA TRANSPARENCE ET L'INTEGRITE AUTOUR DES PROCESSUS ELECTORAUX ORGANISES DEPUIS L'AVENEMENT DU NOUVEAU CODE ELECTORAL BENINOIS

Date : **Août 2017**

Partenaire financier : **Ambassade des Etats Unis au Bénin**

Appui technique : **WANEP Bénin , CENA (Comission Electorale Nationale Autonome)**

Table des matières

1.	Contexte.....	3
1.1.	Description du projet et contexte de sa mise en œuvre	3
1.2.	Objectifs du projet	4
1.3.	Activités et résultats attendus du projet	4
1.4.	Cibles du projet	5
2.	Objectifs et résultats de la mission de recherche des consultants	5
2.1.	Objectifs de la recherche.....	5
2.2.	Résultats et livrables attendus	6
3.	Calendrier indicatif de la recherche.....	6
4.	Description des tâches de consultant.e.s	6
5.	Profil des consultant.e.s.....	7
6.	Composition et soumission des dossiers de candidatures.....	8

1- Contexte

1.1. Description du projet et contexte de sa mise en œuvre

Au Bénin, les élections constituent l'un des baromètres de la démocratie au regard de la Constitution du 11 décembre 1990. Elles font partie intégrante des priorités politiques de l'Etat béninois qui est appelé à les organiser à bonnes dates. La signature par le Bénin en 2001 du protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO¹ consolide cet engagement.

Depuis avril 2015, le Bénin a expérimenté les dispositions du Code électoral à travers l'organisation respectivement des élections législatives (Avril 2015), communales, municipales et locales (Juin 2015) et de l'élection présidentielle (mars 2016). Contrairement aux années antérieures, ces élections ont été organisées par une Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) permanente de cinq (5) membres installée depuis juillet 2014. La plupart des résultats issus de ces divers scrutins ont été acceptés. Malgré les craintes et nombreux facteurs de risques sur l'élection présidentielle, au second tour, les résultats ont été acceptés au point où le perdant, à la suite des grandes tendances, a reconnu sa défaite et appelé son challenger pour lui présenter ses félicitations. Et pourtant, au départ, cette consultation électorale avait démarré avec de grandes suspicions et difficultés. L'une des particularités de cette élection a été l'annonce par la CENA, des grandes tendances, 24h après le scrutin et "la proclamation des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle en plein jour sans la moindre contestation"². Tout cela reflète une certaine transparence dans le processus électoral et une certaine maturité démocratique.

Aux côtés de l'organe en charge de la gestion des élections et des organisations de la société civile à travers la plateforme électorale des OSCs béninoises coordonnée par WANEP-BENIN³, la jeunesse béninoise a joué un rôle central à travers la veille citoyenne, les missions d'observations, l'animation de la Salle de Situation Electorale (SSE) tout au long du processus ayant conduit à ces résultats. C'est en vue de capitaliser cette contribution citoyenne de la jeunesse, afin que sa duplication induise davantage de transparence et d'intégrité dans les processus électoraux à venir au Bénin, que le présent projet est initié. Il est dénommé : « **Recherche-action pour la contribution des jeunes à l'amélioration de la transparence des processus électoraux au Bénin** » et a été sélectionné dans le cadre de la compétition "Young African Leaders Initiative (YALI) GRANT TRANSPARENCY" lancée en janvier 2017 à l'endroit des Jeunes Boursiers du programme YALI (RLC & MWF) de plusieurs pays Africains par le gouvernement Américain avec pour but de soutenir des initiatives de jeunes qui contribuent à l'amélioration de la transparence, de l'éthique et de l'intégrité dans le secteur privé, la gestion publique ainsi qu'au niveau des organisations de la société civile. Il a pour objectif principal d' **"Améliorer la contribution des jeunes à la transparence, l'intégrité et l'éthique dans les processus électoraux pour l'enracinement de la démocratie et de la paix au Bénin"**. Pour atteindre cet objectif, une recherche est prévue pour recenser les forces et les faiblesses des processus électoraux au Bénin en matière de transparence et d'intégrité afin de proposer des pistes d'actions correctives pouvant être du ressort des jeunes en matière de contrôle citoyen. Les résultats de cette

¹ PROTOCOLE A/SP1/12/01 SUR LA DEMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE ADDITIONNEL AU PROTOCOLE RELATIF AU MECANISME DE PREVENTION, DE GESTION, DE REGLEMENT DES CONFLITS, DE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE

² SELON LA PLATEFORME ELECTORALE DES OSC COORDONNEE PAR LE RESEAU OUEST AFRICAIN POUR L'EDIFICATION DE LA PAIX COORDONNEE PAR WANEP-BENIN

³ www.vote229.org ; www.beninvote.org

recherche seront utilisés pour mobiliser, sensibiliser et former les jeunes sur les questions de promotion de la transparence, de l'intégrité et de l'éthique dans les processus électoraux.

Soulignons que le présent projet est une initiative d'une équipe de trois (03) jeunes anciens boursiers du programme Young African Leaders Initiative (YALI) au Bénin. Il sera exécuté sur une durée de cinq (05) mois soit de juillet 2017 à novembre 2017, et bénéficiera pour sa mise en oeuvre de l'appui technique du Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix (**WANEP-Bénin**) et de la Commission Electorale Nationale Autonome (**CENA**) avec le soutien financier du gouvernement Américain à travers l'Ambassade des Etats Unis au Bénin.

1.2. Objectifs du projet

L'objectif général visé par le projet est de : "Améliorer la contribution des jeunes à la transparence, l'intégrité et l'éthique dans les processus électoraux pour l'enracinement de la démocratie et de la paix au Bénin".

L'objectif spécifique N°1 qui est de " **Conduire une évaluation des systèmes électoraux assurant la transparence et l'intégrité autour des processus électoraux organisés depuis l'avènement du nouveau code électoral béninois**" contribue à l'atteinte de cette exigence en démocratie.

L'objectif spécifique N°2 quand à lui vise à " **Outiller la jeunesse sur sa contribution pour l'amélioration de la transparence et de l'intégrité autour des processus électoraux au Bénin**". Cet objectif répond à une autre priorité de la communauté internationale et en particulier de l'Etat béninois qui est la formation et la prise en compte des jeunes dans le développement du Bénin. Cet objectif utilisera les résultats issus des activités du premier objectif pour aider les jeunes à s'impliquer davantage dans la veille citoyenne et le contrôle de l'action publique pour une amélioration de la transparence des processus électoraux au Bénin. Toutes ces actions conduiront sans doute à l'atteinte de l'objectif global du présent projet.

1.3. Activités et résultats attendus du projet

Les activités principales ainsi que les résultats du projet se présentent comme suit :

Activité 1 : Elaboration et validation du protocole de recherche des consultants	Un protocole de recherche a été élaboré et validé (Juillet - Août 2017)
Activité 2 : Conduite d'une recherche sur les systèmes assurant la transparence et l'intégrité autour des processus électoraux au Bénin	Un rapport de recherche a été élaboré sur les systèmes assurant la transparence et l'intégrité autour des processus électoraux au Bénin par des consultants (Août 2017)
Activité 3 : Validation du rapport de la recherche	Le rapport de recherche élaboré par les consultants est validé par des acteurs clés au cours d'un atelier de deux jours (Septembre 2017)

Activité 4 : Lancement et diffusion du rapport de recherche sur la transparence et l'intégrité électorale au Bénin	Le rapport de recherche élaboré et validé a été lancé au cours d'une cérémonie officielle et vulgarisé (langue française et anglaise) (Octobre 2017)
Activité 5 : Identification et formation de 90 jeunes	90 jeunes sélectionnés ont été formés sur " les actions jeunes d'amélioration de l'intégrité, l'éthique et la transparence électorale" dans trois différents départements à savoir : Ouémé (Porto-novo), Mono (Lokossa) et Zou (Bohicon). (Octobre - Novembre 2017)

1.4. Cibles du projet

L'ambition d'améliorer durablement la contribution de la jeunesse au profit de la transparence et de l'intégrité autour des processus électoraux à venir est le leitmotiv que poursuit cette présente initiative qui se veut de commanditer des recherches-actions sur les systèmes assurant la transparence et l'intégrité autour des processus électoraux au Bénin. Spécifiquement, l'étude s'intéressera d'une part aux institutions et structures intervenant dans l'organisation et/ou la gestion des élections telles que la CENA, le COS-LEPI, l'ANT, la Haute Autorité de l'Audio-Visuel et de la Communication (HAAC), la Cour Constitutionnelle, la Cour Suprême, le Ministère des finances et de l'Economie mais d'autre part aux acteurs politiques, Observateurs Nationaux, les Organisations de la Société Civile, les citoyens et les jeunes. Egalement toutes personnes ou organisations jouant un rôle primordial dans la chaine de la gestion électorale et identifiées comme tel dans la conduite de la présente étude, pourront être également consultées. Les résultats de cette étude pourront être capitalisés par chacune des cibles identifiées. Ces résultats seront également utilisés pour concevoir un manuel de formation qui servira de guide pour la formation des jeunes ciblés par le projet. Les formations à l'endroit des jeunes auront lieu dans (03) départements à savoir : Ouémé avec pour lieu de formation Porto-Novo, Mono : Lokossa et Zou : Bohicon.

2- Objectifs et résultats de la mission de recherche des consultant.e.s

2.1. Objectifs de la recherche

- **Objectif général**

L'objectif général de la recherche est d'évaluer les mécanismes facilitant la transparence et l'intégrité autour des processus électoraux organisés depuis l'avènement du nouveau code électoral béninois.

- **Objectifs spécifiques**

De façon spécifique,

- Elaborer et proposer un protocole de recherche à valider au cours d'une séance de cadrage de la mission avec l'équipe de projet ;
- Recenser les systèmes de transparence et d'intégrité du système électoral béninois ;
- Evaluer les forces et les faiblesses des processus électoraux du Bénin en matière de transparence et d'intégrité depuis l'avènement du nouveau code électoral ;

- Evaluer les initiatives de contrôle citoyen des jeunes lors des dernières élections de 2015 et 2016 au Bénin ;
- Déterminer et apprécier les différentes ressources financières mobilisées et dépensées par le gouvernement, les institutions en charge de l'organisation des élections , les partis politiques et la société civile dans le cadre des dernières élections au Bénin et ceci depuis l'avènement du nouveau code électoral ;
- Evaluer l'impact de l'utilisation des TICs dans la promotion de la transparence et l'intégrité autour des élections au Bénin ;
- Proposer des pistes d'évaluation de l'intégrité et de la transparence du système électoral béninois ;
- Proposer des pistes d'actions de contrôle citoyen des processus électoraux au Bénin à travers les TICs par les jeunes avec l'avènement du Code du numérique ;
- Proposer des pistes d'amélioration des initiatives de jeunes en matière de transparence et d'intégrité pour les prochaines consultations électorales ;
- Recommander, aux différents acteurs impliqués dans l'organisation et la gestion des élections, des pistes d'actions correctives des différentes défaillances notées jusque là.

2.2. Résultats et livrables attendus de la recherche

Au terme de la consultation, les principaux livrables à remettre attendus sont les suivants :

- Un protocole de recherche de la mission d'évaluation ;
- Un premier draft du rapport de l'étude en format électronique et physique ;
- Une présentation PowerPoint des principaux résultats de l'étude est faite en atelier de validation ;
- Un rapport de recherche finalisé après prise en compte des observations de l'atelier de validation en version électronique et physique (3 exemplaires physiques, une copie électronique), une copie de la méthodologie et outils, le guide ou le fil conducteur de l'entretien, la liste complète des personnes interviewées, la liste des documents consultés, les tableaux, graphiques, etc ;
- Un CD de la base des données avec toutes les données brutes sous Access.

3- Calendrier indicatif de la recherche

La recherche est prévue pour être réalisée dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date de signature du contrat. Deux (02) jours d'atelier sont prévus pour la validation dudit rapport.

4- Description des tâches des Consultant.e.s

Le cabinet ou le collège de consultant/e/s retenu/e/s travaillera/ont à :

- Elaborer et faire valider, par les responsables du projet, le protocole de recherche de la mission, la méthodologie de recherches, les outils de collecte de données et les échantillonnages qu'il/s/elle/s proposent ;
- Collecter les données de terrain selon la méthodologie qu'il/s/elle/s auront à proposer et qui aura été retenue avec l'équipe du projet ;
- Réaliser et rédiger le rapport de recherche qui répond à l'objectif du projet cité plus haut ;

- Présenter les résultats de l'évaluation à l'atelier de validation du rapport de recherche ;
- Produire et soumettre le rapport final de la recherche, après prise en compte des observations de la validation, en versions électronique et physique.

5- Profil des Consultant/e/s

Les consultant/e/s doivent :

- ❖ Disposer d'un diplôme de 3ème cycle ou d'une maîtrise en sciences juridiques, sociales, gouvernance, décentralisation, développement local, peacebuilding, gestion des élections ou équivalent ;
- ❖ Avoir des expériences et connaissances avérées des systèmes électoraux assurant la transparence, l'éthique, l'intégrité, et la lutte contre la corruption, les fraudes électorale et de la législation afférente (la connaissance de la gestion des processus électoraux, la connaissance des pratiques de passation des marchés publics au Bénin serait un atout) ;
- ❖ Avoir une excellente maîtrise des outils de mesures de l'intégrité
- ❖ Avoir une bonne maîtrise des TICs ;
- ❖ Avoir une bonne connaissance des principes de transparence, des procédures judiciaires de lutte contre la corruption ;
- ❖ Avoir des connaissances pratiques de collecte de données sur le terrain ;
- ❖ Avoir au moins 5 années d'expériences dans le domaine de la recherche, des études, des observations électorales, des consultations et des enquêtes sur les questions de bonne gouvernance, de transparence, d'intégrité, de démocratisation, de paix et de gestion des conflits électoraux.

Professionalisme

- Solides compétences dans le contrôle citoyen des élections.

Planification

- Capacité à planifier et organiser son travail de collecte de données en passant des missions de terrain à la présentation du rapport final, dans le respect des délais impartis.

Communication

- Aptitude à communiquer efficacement durant toute la durée de la consultation avec l'ensemble des personnes de contacts.

Langue

- Etre excellent/e à l'oral et à l'écrit en français. La connaissance de la langue anglaise serait un atout.

Autres aptitudes

- Maîtriser l'outil informatique, la présentation PowerPoint, logiciel Access, et l'Internet.

6- Composition et soumission des dossiers de candidature

les personnes intéressées par le présent appel à consultant/e et remplissant les conditions ci-dessus citées sont priées de soumettre un dossier constitué de :

A- Une offre technique comprenant :

- Une lettre de manifestation d'intérêt adressée au Coordonateur du projet ;
- Un curriculum vitae faisant ressortir la qualification, l'expérience professionnelle ainsi que les références de trois (03) personnes pouvant attester des informations contenues dans le curriculum vitae
- Une note technique comportant la compréhension des termes de références, l'approche méthodologique envisagée, les techniques et/outils à utiliser pour la collecte et un chronogramme indicatif.

B- Une offre financière

Une offre financière détaillant les grandes lignes d'éléments de coûts.

Les dossiers ainsi constitués doivent être envoyés, au plus tard le Jeudi 17 août 2017 à 17h30 minutes par mail (format PDF et dans un fichier unique) cumulativement aux adresses suivantes : beninyalitransparency2017@gmail.com, okey.franz@ymail.com, edeacdiane@gmail.com, ealladatin@gmail.com, et azizakambi@yahoo.fr.

Pour tout renseignements veuillez contacter les numéros ci-après : 00 (229) 96 39 15 99 - 97 48 82 18 – 62 32 88 08 – 97 57 23 03 – 61 82 16 99, Cotonou-République du Bénin.